

Arrêtez la guerre du roi fou Donald contre l'Iran : lettre ouverte aux membres du Congrès des États-Unis

Partage international n° [458](#) - Octobre 2026

par Jeffrey D. Sachs

**La guerre contre l'Iran est une folie de Trump.
Que le Congrès ne l'arrête pas est une honte.**

Chers membres du Congrès,

Dans des propos proprement délirants tenus devant les dirigeants du monde à l'ONU, Donald Trump a déclaré : « *J'ai une grande décision à prendre* » : négocier un accord avec l'Iran ou « *anéantir la République islamique* » et précipiter l'Iran « *en enfer, sans aucune chance de survie* ».

Il a présenté cela comme une décision qui n'appartiendrait qu'à lui. Que les Américains soient résolument opposés à sa guerre ne compte pas.

Quant aux électeurs, il a ajouté qu'il ne tiendra « *absolument aucun compte* » des prochaines élections de mi-mandat pour décider de ses actes et du sort de l'Iran.

Rien ne retient ce président. Ni la loi, ni la Constitution, ni la Charte des Nations unies, ni l'opinion publique, aux États-Unis comme à l'étranger. Lorsqu'on lui a demandé, au début de l'année, s'il existait des limites à son pouvoir, il a répondu : « *Oui, il y a une chose. Ma propre morale. Mon propre jugement. C'est la seule chose qui puisse m'arrêter.* »



*Pancarte « No Kings » (Pas de roi) à Columbus, dans l'Ohio, lors des manifestations de février 2025
(photo : Eoline, Wikimedia Commons)*

D. Trump a ouvert son discours en évoquant le 250^e anniversaire de la Déclaration d'indépendance et en célébrant la liberté américaine. En réalité, son autoritarisme dépasse de loin celui du roi George III, contre lequel les colonies se sont soulevées. Parmi les griefs formulés par les fondateurs contre ce roi fou figurait celui-ci : « *Il a cherché à rendre le pouvoir militaire indépendant du pouvoir civil et supérieur à lui.* » Or notre propre roi fou a décidé que la survie de toute une civilisation était entre ses seules mains.

D. Trump se permet de mépriser le Congrès parce que ses membres républicains ont abdiqué leurs responsabilités constitutionnelles. Terrifiés par leur propre président, ils ont délaissé leurs électeurs au profit de l'argent versé à leurs campagnes par l'AIPAC¹ et le complexe militaro-industriel.

La Constitution est sans ambiguïté sur la responsabilité du Congrès. L'article I, section 8, confie au Congrès, et non au président, le pouvoir exclusif de déclarer la guerre. Il ne s'agit ni d'un choix ni d'une simple possibilité. La Constitution ne prévoit pas que le Congrès puisse faire le mort et laisser le président déclarer la guerre. Ses rédacteurs ont fait ce choix délibérément : ils rejetaient expressément le pouvoir d'un roi d'entraîner la nation dans un conflit.

Dans le *Federalist* n° 69, Alexander Hamilton (père fondateur des États-Unis - 1755-1804) assurait au

public que les pouvoirs du président en matière de guerre seraient bien moindres que ceux du monarque britannique. James Madison (quatrième président des États-Unis – 1809-1817). a formulé clairement ce principe en 1798, dans une lettre à Thomas Jefferson (troisième président des États-Unis – 1743-1826) : *« La Constitution suppose, comme le démontre l'histoire de tous les gouvernements, que l'exécutif est la branche du pouvoir la plus intéressée par la guerre et la plus encline à y recourir. C'est pourquoi elle a, avec un soin délibéré, confié la question de la guerre au pouvoir législatif. »*



La proclamation de la Déclaration d'indépendance devant le Congrès,
tableau de John Trumbull, 1819
(photo : domaine public, Wikimedia Commons)

L'édifice soigneusement conçu par les fondateurs a été renversé par la soumission anticonstitutionnelle des membres républicains du Congrès à D. Trump et au complexe militaro-industriale-numérique. Et oui, sous les présidents démocrates, la plupart des élus démocrates au Congrès ont eux aussi fermé les yeux lorsque ces présidents ont choisi de faire la guerre.

La guerre contre l'Iran est une folie de D. Trump. Que le Congrès ne l'arrête pas est une honte. Cette guerre sans but a provoqué d'immenses souffrances en Iran, coûté des dizaines de milliards de dollars en dépenses directes et causé des dégâts considérables aux bases militaires américaines dans huit pays du Moyen-Orient. La fermeture du détroit d'Ormuz a fait flamber, aux États-Unis comme dans le reste du monde, les prix du pétrole, du gaz, des engrais et de bien d'autres produits. Et le monde a pris acte du fait que l'Iran pouvait tenir tête à l'agression américaine, même au prix d'immenses sacrifices pour sa population et celle de la région.

L'usage tant vanté de l'intelligence artificielle par l'armée américaine a eu des conséquences effroyables. Dès le premier jour de la guerre, un missile américain a frappé une école primaire de filles en Iran, tuant plus de 150 personnes, pour la

plupart des fillettes âgées de sept à douze ans. Selon certaines informations, l'enquête menée par l'armée elle-même aurait conclu qu'une confiance excessive dans l'intelligence artificielle avait contribué à la désignation de la cible. D. Trump a accusé *« l'Iran ou quelqu'un d'autre »*. Sept mois plus tard, son administration n'a communiqué aucune conclusion, présenté aucune excuse ni offert aucune indemnisation aux familles.

En menaçant d'anéantir un État membre des Nations unies depuis la tribune de l'Assemblée générale, le président s'est déshonoré aux yeux du monde. Il a également violé l'article 2, paragraphe 4, de la Charte des Nations unies, qui interdit même de menacer un autre État de recourir à la force. Presque partout dans le monde, c'est la consternation.

Je vous écris parce que vous ne pouvez pas vous contenter de secouer la tête en silence devant l'inconscience de Trump, puis passer votre chemin. Vous avez un devoir à accomplir : faites-le. Le Parti républicain, si lâche, doit trouver ne serait-ce qu'une once de courage pour dire à D. Trump : *« Non, vous n'avez pas le pouvoir de détruire l'Iran. Toute guerre contre l'Iran dépend de nous. Nous ne vous soutenons pas, et nos électeurs veulent que cette guerre cesse. »*

Une nette majorité d'Américains s'oppose à cette guerre, et les sondages montrent les uns après les autres que cette opposition grandit. Quelques républicains ont trouvé ce courage. La semaine dernière, trois autres ont rompu les rangs pour soutenir la fin de la guerre. Leurs collègues devraient les suivre.

Beaucoup d'entre vous reçoivent des contributions électorales d'entreprises d'armement et de technologie profondément impliquées dans cette guerre. Beaucoup acceptent l'argent de l'AIPAC, qui défend la guerre que Netanyahu a tant contribué à déclencher. Cela doit cesser. C'est manquer à votre devoir constitutionnel et violer votre serment.

Le Congrès détient le pouvoir budgétaire. L'exercice budgétaire s'achève le 30 septembre, et chaque loi finançant le Pentagone vous donne l'occasion d'interdire le financement d'opérations offensives non autorisées contre l'Iran.



Le Congrès américain situé sur la colline du Capitole, à Washington (photo : Bjoertvedt, Wikimedia Commons)

La voie à suivre pour les États-Unis est simple. Le Congrès doit couper les financements ; les États-Unis doivent cesser leurs attaques et rentrer chez eux. Nous n'avons besoin d'aucun accord avec l'Iran ni avec qui que ce soit d'autre pour arrêter la guerre que nous avons déclenchée. En y mettant fin, vous rétablirez immédiatement un peu de raison et de sécurité sur les marchés mondiaux de l'énergie, dans l'approvisionnement alimentaire et face à la hausse des prix que subissent les Américains et les populations du monde entier.

Comme l'Amérique a décliné depuis ce moment glorieux où John F. Kennedy se tenait à cette même tribune de l'ONU, le 20 septembre 1963, après avoir négocié avec l'Union soviétique le Traité d'interdiction partielle des essais nucléaires ! Il déclara aux dirigeants réunis que ce traité pouvait servir de levier. Puis il rappela qu'Archimède, pour

expliquer le principe du levier, aurait dit à ses amis : « *Donnez-moi un bon point d'appui, et je soulèverai le monde.* » Kennedy poursuivit : « *Nous qui partageons cette planète, prenons position ici, dans cette Assemblée des nations. Et voyons si, de notre vivant, nous pouvons faire avancer le monde vers une paix juste et durable.* »

Membres du Congrès, pour sauver l'honneur de notre nation et notre Constitution, vous devez accomplir votre devoir : arrêter cette guerre et mettre fin à la prise de pouvoir éhontée, destructrice et anticonstitutionnelle de D. Trump.

Respectueusement,

Jeffrey D. Sachs, professeur à l'université Columbia

1. L'AIPAC ou American Israel Public Affairs Committee est un lobby créé en 1963 aux États-Unis visant à soutenir politiquement Israël.

Date des faits : 23 septembre 2026 **Auteur** : Jeffrey D. Sachs, professeur, économiste, universitaire et analyste des politiques publiques, est américain. Il est connu pour ses travaux sur le développement durable, le développement économique et la lutte contre la pauvreté. Il est président du Réseau des solutions pour le développement durable des Nations unies et membre de la Commission des Nations unies sur le haut débit au service du développement.

Sources : Article original sur Common Dreams

Thématiques : [Société](#)

Rubrique : Point de vue